

L'hon. M. PEARSON: Je ne suis pas en mesure d'apprécier s'il est sincèrement désireux ou non d'obtenir la reconnaissance du Canada. Néanmoins, ce gouvernement nous a adressé une note peu après son établissement; cela correspondait, bien entendu, à une demande de reconnaissance. La notification s'est faite en décembre dernier, je crois.

M. BENIDICKSON: Quels contrôles régissent l'exportation des armes au Canada?

L'hon. M. PEARSON: Il est interdit d'exporter des armes sauf moyennant un permis du gouvernement et, s'il s'agit d'un fort contingent d'exportation, les fonctionnaires des Affaires extérieures étudient cette demande avec le plus grand soin et la décision est prise par le conseil des ministres,—je parle de chaque demande en particulier.

M. BENIDICKSON: Y a-t-il quelque statut sur la conduite à tenir en pareil cas?

L'hon. M. PEARSON: Je ne crois pas que ce soit de compétence statutaire. C'est au Gouvernement de décider, suivant la politique adoptée, qu'aucune exportation ne sera autorisée sans permis, lequel est accordé ou refusé après examen de la situation par le Gouvernement.

M. GREEN: Est-ce que nous n'exportons pas des armes aux deux camps?

L'hon. M. PEARSON: Où?

M. GREEN: En Chine?

L'hon. M. PEARSON: Non.

M. GREEN: A quel parti en exportons-nous?

L'hon. M. PEARSON: Nous n'avons jamais exporté en connaissance de cause des armes aux forces communistes de Chine. Nous n'avons pas exporté d'armes au gouvernement nationaliste de Chine,—du moins pas depuis l'automne dernier. Je crois que nous avons interrompu nos envois en septembre dernier.

M. BENIDICKSON: Quand vous dites "nous", voulez-vous dire que le gouvernement a fait des envois d'armes?

L'hon. M. PEARSON: Non, des permis ont été accordés pour l'envoi d'armes du Canada à la Chine.

M. CÔTÉ: Cette politique était-elle fondée sur la nécessité d'accumuler nos propres armements?

L'hon. M. PEARSON: Sur la nécessité de quoi?

M. FOURNIER: De conserver nos stocks pour nous-mêmes?

L'hon. M. PEARSON: Non. La raison pour laquelle nous n'envoyons pas d'armes à l'organisation communiste de Chine est évidente. Je ne vois pas la nécessité d'insister là-dessus. L'automne dernier,—je ne me souviens pas de la date exacte, mais je crois que c'était en septembre,—les forces nationalistes se désintégraient à un tel rythme que l'on estimait probable qu'elles seraient refoulées hors de Chine, et c'est ce qui s'est produit peu après. Il semblait tout à fait désavantageux d'expédier des armes à une armée réduite à cet état.

M. FOURNIER: Est-ce que nous expédions d'autres fournitures aux Nationalistes?

L'hon. M. PEARSON: Je n'en sais rien.

M. FRASER: Leur avançons-nous de l'argent?